



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada



RAPPORT
FINANCIER
ANNUEL
DU GOUVERNEMENT DU CANADA
Exercice 2008-2009

Canadä

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2009)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit
être adressée à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Également disponible sur Internet à l'adresse suivante :
www.fin.gc.ca

This publication is also available in English.

No de cat. : F1-25/2009F-PDF
ISBN 978-1-100-92664-3



Table des matières

Points saillants	5
Les revenus	13
Les charges	16
Le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers	20
La dette fédérale	22
Comparaison des résultats budgétaires réels et des résultats projetés	25
Rapport de la vérificatrice générale sur les états financiers condensés du gouvernement du Canada	27
États financiers condensés du gouvernement du Canada	29



Avis aux lecteurs

Les résultats financiers présentés dans ce rapport sont fondés sur les états financiers vérifiés du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2009, lesquels figurent ici sous forme condensée. Le gouvernement a reçu une opinion sans réserve de la vérificatrice générale du Canada sur les états financiers. Les états financiers complets seront présentés dans les *Comptes publics du Canada 2009* lorsque ceux-ci seront déposés au Parlement.

Les *Tableaux de référence financiers* ont été mis à jour afin d'y inclure les résultats de 2008-2009, de même que les révisions historiques des *Comptes économiques et financiers nationaux* publiés par Statistique Canada.



Points saillants

- Le début de la récession mondiale en 2008 a entraîné un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars en 2008-2009 pour le gouvernement du Canada comparativement à l'excédent budgétaire de 9,6 milliards qu'il avait enregistré en 2007-2008.
- La récession a entraîné le versement d'une aide accrue aux Canadiens et aux Canadiennes en 2008-2009 par suite de l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des réductions d'impôt sur le revenu des particuliers de plus de 1 milliard de dollars contenues dans le Plan d'action économique du Canada. La récession a aussi amené un fléchissement des rentrées d'impôt.
- Le ratio de la dette fédérale au produit intérieur brut (PIB) était de 29,0 % en 2008-2009, en baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent et de 39,4 points de pourcentage comparativement à 1995-1996, où il culminait à 68,4 %. En 2008-2009, il a atteint son niveau le moins élevé depuis 1979-1980.
- Le déficit est de 1,8 milliard de dollars supérieur à celui de 3,9 milliards prévu dans le rapport aux Canadiens sur le Plan d'action économique du Canada de juin 2009, situation qui est principalement attribuable aux charges supérieures de 1,5 milliard aux prévisions, sous l'effet d'une baisse plus grande que prévu de la solvabilité des débiteurs en regard de l'impôt à recevoir.
- La dette non échue – soit les titres émis à des investisseurs sur les marchés du crédit – s'établissait à 32,1 % du PIB, soit 25,6 points de pourcentage de moins que son niveau record de 57,7 % atteint en 1995-1996.
- La part des revenus consacrée aux frais de la dette publique a diminué, passant de 13,7 % en 2007-2008 à 13,3 % en 2008-2009, contre le sommet d'environ 38 % atteint en 1990-1991. La part des revenus consacrée aux frais de la dette publique est maintenant à son plus bas niveau depuis la fin des années 1970.



Tableau 1
Aperçu financier

	2007-2008	2008-2009
	(milliards de dollars)	
Opérations budgétaires		
Revenus	242,4	233,1
Charges		
Charges de programmes	-199,5	-207,9
Frais de la dette publique	-33,3	-31,0
Total des charges	<u>-232,8</u>	<u>-238,8</u>
Solde budgétaire	9,6	-5,8
Opérations non budgétaires	4,9	-84,3
Ressources ou besoins financiers	<u>14,5</u>	<u>-90,1</u>
Variation nette des activités de financement	-23,5	123,3
Variation nette de l'encaisse	-9,0	33,3
Encaisse à la fin de l'exercice	13,7	47,0
Situation financière		
Total des passifs	692,3	824,2
Total des actifs financiers	<u>176,0</u>	<u>298,9</u>
Dette nette	516,3	525,2
Total des actifs non financiers	58,6	61,5
Dette fédérale (déficit accumulé)	457,6	463,7
Résultats financiers (en % du PIB)		
Revenus	15,8	14,6
Charges de programmes	13,0	13,0
Frais de la dette publique	2,2	1,9
Solde budgétaire	0,6	-0,4
Dette fédérale (déficit accumulé)	29,9	29,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Aperçu économique

La crise financière mondiale a débouché sur la récession planétaire la plus profonde et la plus généralisée depuis la Deuxième Guerre mondiale. La situation économique s'est nettement détériorée à l'échelle du globe tout au long de 2008 et au début de 2009, entraînant de graves perturbations sur les marchés de crédit mondiaux. La détérioration des conditions économiques mondiales s'est accompagnée de chutes marquées des prix des produits de base fabriqués au Canada.

Le Canada étant une économie ouverte, il a été durement touché par les changements à l'échelle du globe. La croissance de l'économie canadienne a commencé à s'essouffler en 2008 et, au quatrième trimestre, l'économie entrait en récession. Le recul de 3,7 % du PIB réel au quatrième trimestre de 2008 a été suivi d'une contraction de 6,1 % au premier trimestre de 2009 (données exprimées en taux annualisés).

Bien que le Canada subisse clairement les contrecoups de la crise financière mondiale, son économie a affiché de meilleurs résultats que celle des autres grands pays industrialisés. Le Canada a été le dernier pays du Groupe des Sept (G7) à entrer en récession en 2008 et est l'un des grands pays industrialisés qui a connu la plus faible baisse de la production. En outre, le marché du travail canadien a beaucoup mieux fait que celui des États-Unis, des pertes d'emplois nettement moins prononcées ayant été enregistrées au Canada et le taux de chômage s'établissant maintenant à 1 point de pourcentage de moins que celui des États-Unis.

Ces résultats relativement bons sont attribuables à la saine situation financière, à la stabilité du marché du logement et à un système financier considéré parmi les plus solides au monde. Ainsi, bien que les exportations et la production canadiennes aient subi le contrecoup de situations survenues à l'étranger, les répercussions sur l'économie nationale ont été beaucoup moins graves que dans d'autres pays.

En raison de la position relativement forte du Canada au chapitre de l'économie et des finances publiques, le gouvernement a pu mettre en œuvre le Plan d'action économique du Canada, l'un des programmes de mesures de relance les plus complets au monde. On trouvera des précisions au sujet du Plan d'action économique à la section intitulée « Le solde budgétaire » et dans le budget de 2009, qui est disponible sur le site Web du ministère des Finances.

Le solde budgétaire

En raison de la récession mondiale, un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars a été enregistré en 2008-2009, contre un excédent budgétaire de 9,6 milliards en 2007-2008. La récession a entraîné le versement d'une aide accrue aux Canadiens en 2008-2009 sous forme de prestations d'assurance-emploi bonifiées et de réductions d'impôt sur le revenu des particuliers dépassant 1 milliard de dollars pour l'année d'imposition 2009, tel qu'il avait été annoncé dans le Plan d'action économique du Canada. La récession a aussi amené un fléchissement des rentrées d'impôt. Les revenus ont diminué de 9,3 milliards, ou 3,8 %, par rapport à l'exercice précédent. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 11,2 milliards, sous l'effet de la baisse des bénéfices et de l'entrée en vigueur de réductions d'impôt. Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 4,2 milliards de dollars, du fait de la baisse de 1 point de pourcentage du taux de la TPS prenant effet le 1^{er} janvier 2008. Ces diminutions ont été partiellement compensées par une augmentation de 3,0 milliards des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et par une hausse de 2,3 milliards des autres revenus.

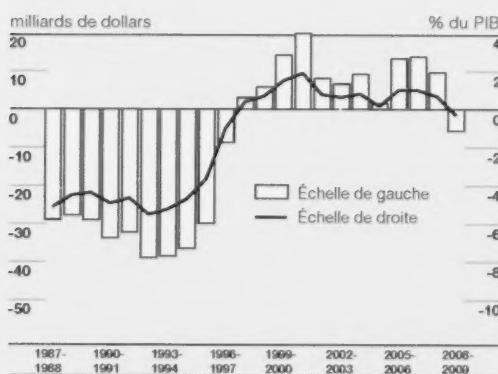


Les charges de programmes ont augmenté de 8,4 milliards de dollars en 2008-2009, en raison de l'augmentation des transferts et des autres charges de programmes. Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 3,4 milliards par rapport à l'exercice précédent. Les prestations d'assurance-emploi étaient supérieures, essentiellement sous l'effet de l'augmentation du nombre de chômeurs. Les prestations de Sécurité de la vieillesse ont également crû, en raison du plus grand nombre d'âgés et des variations des prix à la consommation, auxquels les prestations sont entièrement indexées. Les subventions et autres paiements de transfert ont connu une hausse de 3,2 milliards, par suite d'une augmentation des paiements d'aide internationale, du soutien à la formation liée au marché du travail et des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse en vertu des accords relatifs aux ressources extracotières de l'Atlantique. Les autres charges de programmes ont augmenté de 1,4 milliard en 2008-2009, ce qui tient pour une bonne part à l'incidence de mesures budgétaires antérieures, entre autres la stratégie de défense Le Canada d'abord, ainsi qu'à la hausse du coût des activités courantes. Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards de dollars, l'augmentation de l'encours de la dette contractée sur les marchés étant plus que contrebalancée par la baisse du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cet encours.

Abstraction faite des changements stratégiques, le solde budgétaire reflète essentiellement l'évolution de la conjoncture économique. Pour que les résultats financiers se prêtent mieux aux comparaisons au fil du temps et entre administrations publiques, le solde budgétaire et ses composantes sont souvent exprimés en proportion du PIB. En 2008-2009, le déficit représentait 0,4 % du PIB.

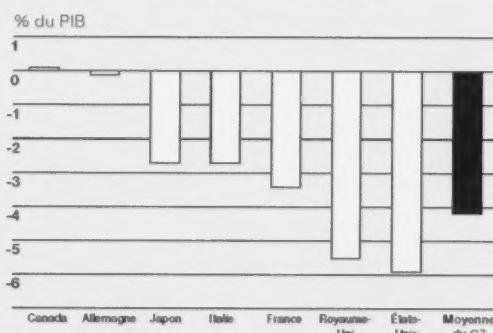
Selon les estimations établies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'ensemble du secteur des administrations publiques¹, le Canada a été le seul pays du G7 à dégager un excédent – égal à 0,1 % du PIB – durant l'année civile 2008, comparativement à un déficit moyen de 4,1 % pour l'ensemble des pays du G7.

Solde budgétaire



Sources : *Comptes publics du Canada*; Statistique Canada

Soldes financiers pour l'ensemble des administrations publiques¹ (2008)



¹ L'OCDE utilise l'expression « solde financier » au sens de solde budgétaire.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 85 (juin 2009)

¹ Comprend les administrations fédérale, provinciales, territoriales et municipales, ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.



Le Plan d'action économique du Canada

Le Plan d'action économique du Canada, lancé en janvier 2009, constitue un vaste ensemble d'initiatives visant à imprimer un élan nécessaire à notre économie. Il représente un investissement dans notre avenir. Le Plan d'action économique :

- réduit en permanence les taxes et impôts;
- vient en aide aux chômeurs grâce à l'amélioration des prestations d'assurance-emploi et des programmes de formation;
- évite des mises à pied en bonifiant le programme de partage du travail de l'assurance-emploi;
- crée des emplois grâce à des dépenses massives dans l'infrastructure;
- aide à créer l'économie de demain en améliorant l'infrastructure des collèges et des universités, et en soutenant la recherche et la technologie;
- vient en aide aux industries et aux collectivités les plus touchées par la récession mondiale;
- rend le financement plus accessible et plus abordable pour les ménages et les entreprises du Canada.

L'incidence de ce plan sur la situation financière du gouvernement se fera surtout ressentir en 2009-2010 et en 2010-2011. Les résultats de 2008-2009 ont été touchés par relativement peu d'éléments du plan.

Le Plan d'action économique du Canada

	2009-2010	2010-2011	Total
(millions de dollars – comptabilité de caisse)			
Réduire le fardeau fiscal des Canadiens	3 020	3 180	6 200
Aider les chômeurs	2 708	3 546	6 254
Construire l'infrastructure pour créer des emplois	9 589	6 412	16 001
Créer l'économie de demain	1 871	2 164	4 035
Appuyer les industries et les collectivités, notamment conclure des partenariats internationaux pour soutenir l'industrie automobile	11 824	2 178	14 002
Total des mesures de stimulation fédérales	29 012	17 479	46 492

Les Canadiens peuvent suivre l'évolution de la mise en œuvre du Plan d'action économique sur le site Web du gouvernement du Canada qui y est consacré, à l'adresse www.plandaction.gc.ca.



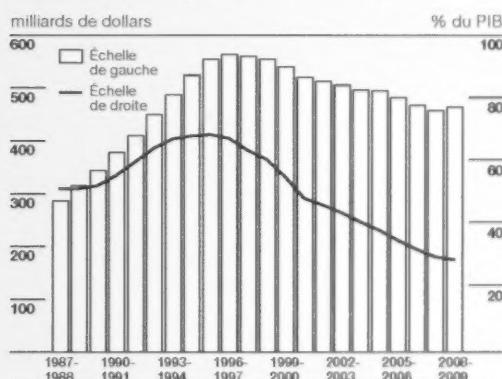
Dette fédérale

La dette fédérale correspond à l'écart entre le total des actifs et le total des passifs du gouvernement. À la fin de 2008-2009, elle se chiffrait à 463,7 milliards de dollars, en baisse de 99,2 milliards par rapport au sommet de 562,9 milliards atteint en 1996-1997. En proportion du PIB, la dette fédérale est descendue à 29,0 % en 2008-2009 après avoir culminé à 68,4 % en 1995-1996, et elle se situe actuellement à son niveau le plus bas depuis 1979-1980.

La dette fédérale (déficit accumulé) a augmenté de 6,1 milliards de dollars en 2008-2009 sous l'effet du déficit budgétaire de 5,8 milliards et des pertes de 0,3 milliard au titre des autres éléments du résultat étendu. Celles-ci découlent d'une baisse de 0,6 milliard de la valeur marchande des portefeuilles de certaines catégories d'actifs financiers de sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises commerciales publiques, qui a été partiellement compensée par une hausse de 0,3 milliard de la juste valeur d'instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'activités de couverture.

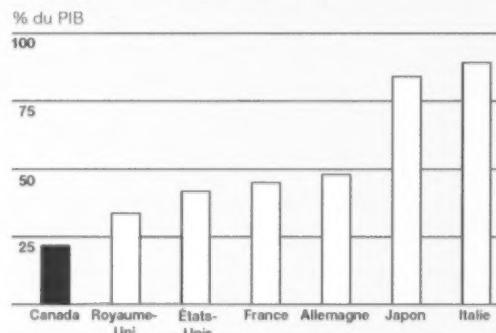
Selon les estimations établies par l'OCDE, le Canada affichait le ratio de la dette nette de l'ensemble des administrations publiques au PIB le plus faible des pays du G7 en 2008, qu'elle estimait à 21,7 % du PIB, contre un ratio moyen de 53,1 % pour l'ensemble des pays du G7.

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : *Comptes publics du Canada*; Statistique Canada

Ratio de la dette de l'ensemble des administrations publiques des pays du G7 au PIB (2008)



Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 85 (juin 2009)



Dette fédérale (déficit accumulé)

Les états financiers du gouvernement du Canada sont présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette méthode admet plusieurs définitions généralement reconnues concernant la dette de l'État.

La dette nette correspond au total des passifs du gouvernement moins ses actifs financiers, lesquels comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les comptes d'opérations de change et les prêts, placements et avances.

Le déficit accumulé correspond au total des passifs moins le total des actifs, tant financiers que non financiers. Les actifs non financiers englobent les immobilisations corporelles (telles que les terrains et les immeubles), les stocks et les charges payées d'avance. La variation annuelle du déficit accumulé correspond au solde budgétaire et aux autres éléments du résultat étendu. Ces derniers représentent certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers, qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques. Conformément aux recommandations formulées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés, les autres éléments du résultat étendu ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire annuel du gouvernement mais sont plutôt inscrits à l'état du déficit accumulé et à l'état de la variation de la dette nette.

La dette fédérale, dont il est fait mention dans les documents budgétaires et dans le présent rapport, correspond au déficit accumulé. Il s'agit de la principale mesure de l'endettement du gouvernement du Canada.

Tableau 2
Dette fédérale (déficit accumulé)

	2007-2008	2008-2009	Variation nette
(millions de dollars)			
Dette fédérale au début de l'exercice	467 268	457 637	-9 631
Excédent ou déficit (-) annuel	9 597	-5 755	-15 352
Autres éléments du résultat étendu	34	-318	-352
Dette fédérale à la fin de l'exercice	457 637	463 710	6 073

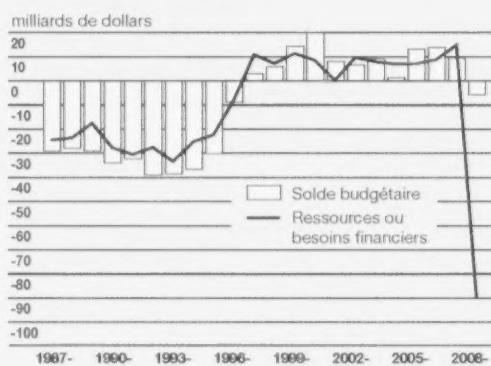


Ressources ou besoins financiers

Les ressources ou besoins financiers correspondent à l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, qui mesure les revenus et les charges au rythme où ils sont gagnés ou engagés, respectivement, plutôt qu'au moment où ont lieu les encaissements ou décaissements connexes. L'exercice 2008-2009 s'est soldé par des besoins financiers de 90,1 milliards de dollars, contre des ressources financières de 14,5 milliards à l'exercice précédent. Cet écart d'une année sur l'autre est lié aux achats de 55 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés de prêteurs canadiens, effectués par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), dans le but de soutenir l'accès au crédit à long terme.

Ces investissements ont lieu dans le cadre d'un processus d'adjudication concurrentiel qui garantit que les hypothèques achetées donneront un taux de rendement supérieur au coût d'emprunt du gouvernement. Le financement requis a été fourni à la SCHL en vertu du cadre d'emprunt consolidé. Ce cadre, qui a été instauré en 2008, permet au gouvernement de combler tous les besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada au moyen de prêts directs, de manière à abaisser les coûts d'emprunt globaux et à accroître la liquidité du marché des titres du gouvernement. La progression des besoins financiers en 2008-2009 est également le fait de l'incidence d'une année complète d'activités de prêt en vertu du cadre.

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers



Sources : Ministère des Finances; *Comptes publics du Canada*



Les revenus

Les revenus ont totalisé 233,1 milliards de dollars en 2008-2009, soit une baisse de 9,3 milliards, ou 3,8 %, par rapport à 2007-2008 (tableau 3). Les rentrées d'impôt ont diminué de 12,0 milliards, soit 5,9 %, tandis que les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard, ou 2,0 %. Les autres revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, soit 10,5 %.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont constitué la plus importante source de revenus en 2008-2009, représentant 49,8 % de ceux-ci. Venaient ensuite les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, qui ont constitué 12,6 % du total, puis les revenus tirés de la TPS, qui ont compté pour 11,1 %, et les cotisations d'assurance-emploi, comptant pour 7,2 %.

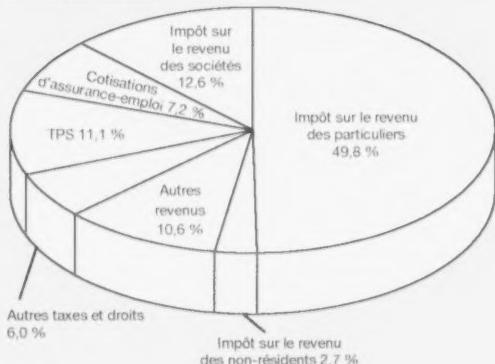
Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 2,6 %, en 2008-2009. Cette hausse découle principalement d'une amélioration apportée à la méthode d'estimation de l'impôt sur le revenu des particuliers pour corriger une sous-estimation des rentrées de cet impôt qui remontait à l'adoption de la méthode de la comptabilité d'exercice en 2002-2003. Cette amélioration a entraîné une augmentation ponctuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers d'environ 2,9 milliards de dollars. L'augmentation des rentrées attribuable à la hausse des traitements et salaires a été en grande partie neutralisée par les réductions d'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans le budget de 2009.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont régressé de 11,2 milliards de dollars, ou 27,4 %, en 2008-2009, sous l'effet des bouleversements financiers à l'échelle mondiale sur le passif de l'impôt sur le revenu des sociétés ainsi que des importantes réductions d'impôt entrant en vigueur en 2008, notamment l'élimination de la surtaxe et la réduction du taux général d'imposition du revenu des sociétés et du taux d'imposition des petites entreprises.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 10,6 %, en 2008-2009, en raison de la hausse des intérêts et des dividendes versés à des non-résidents. Le montant des retenues au titre de l'impôt des non-résidents est influencé par de nombreux facteurs, dont la croissance des bénéfices des sociétés et l'investissement direct étranger au Canada.

Les autres taxes et droits ont reculé de 4,4 milliards de dollars, soit 10,0 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait de la chute de 4,2 milliards, ou 14,0 %, des revenus tirés de la TPS. Cette baisse est attribuable à la réduction du taux de la TPS, qui a été ramené de 6 % à 5 % à compter du 1^{er} janvier 2008. Les taxes sur l'énergie ont progressé de 22 millions, ou 0,4 %, les droits de douane à l'importation ont crû de 0,1 milliard, ou 3,4 %, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,4 milliard, ou 7,2 %.

Composition des revenus en 2008-2009



Source : Comptes publics du Canada



Les rentrées au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 2,0 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison de la hausse des traitements et des salaires pendant l'année, celle-ci ayant toutefois été contrebalancée partiellement par la réduction des taux de cotisation le 1^{er} janvier 2008.

Les autres revenus comprennent les revenus des sociétés d'État, les revenus nets tirés des opérations de change ainsi que les autres revenus de programmes, qui incluent des éléments comme les droits de licence, les redevances, ainsi que les intérêts et les pénalités nets. Les autres revenus ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 10,5 %, en 2008-2009, du fait de l'augmentation de 1,3 milliard, ou 19,3 %, des revenus des sociétés d'État et de 1,2 milliard, ou 8,7 %, des autres revenus de programmes.

La croissance des revenus des sociétés d'État est en grande partie attribuable à la mise en œuvre du Cadre de financement exceptionnel, et tout particulièrement du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) géré par la SCHL. Les rentrées découlant du PAPHA proviennent de deux sources. Il y a d'abord une hausse des intérêts versés au gouvernement par la SCHL au titre des nouveaux prêts consentis à la Société en vertu du cadre d'emprunt consolidé, pour financer l'achat de titres adossés à des hypothèques. Il y a ensuite les gains non réalisés au titre de la réévaluation, en fin d'exercice, des titres achetés, par suite de l'augmentation de leur valeur marchande.

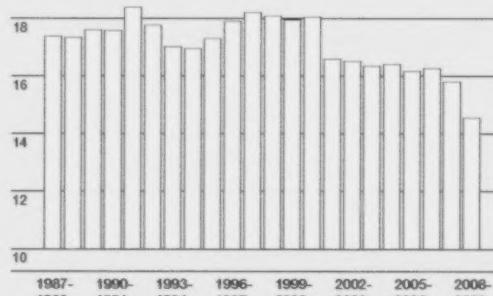
La progression des autres revenus de programmes reflète les gains de change importants réalisés au titre des prêts en devises à l'appui du développement et du commerce, de même que la forte croissance des rentrées des comptes de revenus tirés de l'exploitation des ressources extracotières dans la région de l'Atlantique en raison de la hausse marquée du cours du pétrole. Ces revenus étant transférés à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les ressources extracotières de l'Atlantique, ils n'ont aucun effet net sur le solde budgétaire. Les autres revenus de programmes comprennent aussi les amendes pénales et les montants prévus aux termes des accords de règlement intégral conclus avec les compagnies de tabac et annoncés le 31 juillet 2008. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par la baisse du montant net des intérêts et des pénalités.

Le ratio des revenus – soit les revenus en proportion du PIB – établit une comparaison entre la totalité des revenus fédéraux et la taille de l'économie. Ce ratio s'établissait à 14,6 % en 2008-2009, en baisse par rapport à celui de 15,8 % enregistré en 2007-2008, sous l'effet de la baisse de régime de l'économie et de l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 2009 et les budgets antérieurs. Le ratio a atteint son niveau le plus bas depuis 1958-1959.

Ratio des revenus

Revenus exprimés en % du PIB

20



Sources : Comptes publics du Canada; Statistique Canada



Tableau 3
Revenus

	2007-2008	2008-2009	Variation nette
	(millions de dollars)		(%)
Revenus fiscaux			
Impôt sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	113 063	116 024	2 961
Impôt sur le revenu des sociétés	40 628	29 476	-11 152
Impôt sur le revenu des non-résidents	5 693	6 298	605
Total	159 384	151 798	-7 586
Autres taxes et droits			
Taxe sur les produits et services	29 920	25 740	-4 180
Taxes sur l'énergie	5 139	5 161	22
Droits de douane à l'importation	3 903	4 036	133
Autres taxes et droits d'accise	5 245	4 869	-376
Total	44 207	39 806	-4 401
Total des revenus fiscaux	203 591	191 604	-11 987
Cotisations d'assurance-emploi	16 558	16 887	329
Autres revenus			
Revenus des sociétés d'État	6 504	7 760	1 256
Revenus nets d'opérations de change	1 872	1 736	-136
Autres revenus de programmes	13 895	15 105	1 210
Total	22 271	24 601	2 330
Total des revenus	242 420	233 092	-9 328

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Les charges

Les charges se composent des charges de programmes et des frais de la dette publique. En 2008-2009, elles ont été de 238,8 milliards de dollars, soit une hausse de 2,6 % par rapport à 2007-2008.

Les principaux transferts aux particuliers (prestations aux aînés, prestations d'assurance-emploi et prestations pour enfants) et les principaux transferts aux autres administrations (Transfert canadien en matière de santé, Transfert canadien en matière de programmes sociaux, arrangements fiscaux et autres transferts, transferts aux provinces pour le compte des municipalités et des collectivités canadiennes et paiements de remplacement au titre des programmes permanents) ont été les deux plus importantes composantes des charges, dont elles représentaient respectivement 25,8 % et 19,5 % en 2008-2009.

Les autres éléments des charges de programmes (les subventions et autres transferts, les charges des sociétés d'État et les charges de fonctionnement des ministères et organismes, y compris la Défense nationale) composent les charges de programmes directes du gouvernement. Les subventions et autres transferts effectués par divers ministères fédéraux à des particuliers, à des entreprises et à d'autres organisations ou groupes ont compté pour 12,6 % des charges totales de l'exercice 2008-2009.

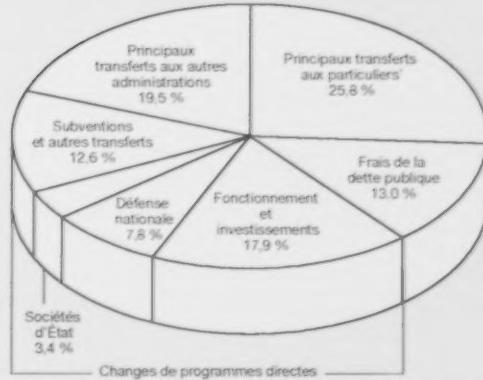
Après les transferts, la composante la plus importante des charges a été constituée des coûts de fonctionnement des ministères et organismes fédéraux, à l'exclusion de la Défense nationale, lesquels ont représenté 17,9 % de ces charges. Les coûts de fonctionnement incluent des postes comme les salaires et les avantages sociaux, les installations, le matériel, les fournitures et les déplacements.

Les frais de la dette publique ont représenté 13,0 % des charges en 2008-2009, ce qui est loin du sommet de près de 30 % atteint au milieu des années 1990, où ces frais constituaient la plus importante composante des charges.

Les charges de programmes se sont élevées à 207,9 milliards de dollars en 2008-2009, en hausse de 8,4 milliards, ou 4,2 %, par rapport à 2007-2008 (tableau 4). À l'intérieur de la catégorie des charges de programmes, les transferts ont augmenté de 7,0 milliards et les charges de fonctionnement des ministères et organismes, à l'exclusion de la Défense nationale, ont diminué de 0,8 milliard. Les charges de fonctionnement de la Défense nationale ont progressé de 1,4 milliard tandis que les charges des sociétés d'État s'accroissaient de 0,7 milliard.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards, soit 7,0 %, sous l'effet d'un important recul du taux d'intérêt effectif moyen.

Composition des charges en 2008-2009



¹ Inclut les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants.
Source : *Comptes publics du Canada*



Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, soit 5,9 %, en 2008-2009.

- Les prestations aux ainés se composent des paiements de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et de l'Allocation (anciennement l'« allocation au conjoint »). Le total des prestations a crû de 1,4 milliard de dollars, soit 4,5 %, en 2008-2009, en raison de la croissance du nombre d'ainés et des variations des prix à la consommation auxquels les prestations sont entièrement indexées.
- Les prestations d'assurance-emploi sont constituées des prestations régulières, des prestations spéciales (de maladie, de maternité, parentales, d'adoption et de pêcheur) et des prestations d'adaptation au marché du travail. Le total des prestations a crû de 2,0 milliards de dollars, soit 14,1 %, en 2008-2009, sous l'effet de la progression du chômage et du relèvement du plafond des prestations hebdomadaires maximales, qui sont indexées à l'augmentation du salaire moyen dans l'industrie.
- Les prestations pour enfants, qui se composent de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, du Supplément de la prestation nationale pour enfants, de la Prestation pour enfants handicapés et de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 7 millions de dollars.

Les principaux transferts à d'autres administrations incluent le Transfert canadien en matière de santé (TCS), le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), les accords fiscaux (péréquation, transferts aux territoires, ainsi qu'un certain nombre de programmes de transfert moins importants), les transferts aux provinces à l'intention des villes et des collectivités, et les paiements de remplacement pour les programmes permanents. Ces transferts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 0,8 %, par rapport à 2007-2008.

- Le TCS et le TCPS, qui sont des programmes de transfert global, fournissent une aide financière au titre des soins de santé, de l'éducation postsecondaire, de l'aide sociale et des services sociaux, notamment le développement de la petite enfance. Ces programmes se traduisent par des transferts aux provinces et aux territoires sous forme d'espèces et de points d'impôt. Les transferts à l'appui de la santé et d'autres programmes sociaux ont crû de 2,0 milliards de dollars en 2008-2009, sous l'effet des augmentations inscrites dans la loi.
- Le total des droits versés dans le cadre des accords fiscaux et des autres transferts a fléchi de 1,6 milliard de dollars en 2008-2009. Les paiements au titre de la péréquation ont progressé de 0,5 milliard, soit 4,2 %. Cette progression a été compensée par l'absence de certains transferts ponctuels versés aux provinces et aux territoires en 2007-2008, y compris les transferts liés à la Fiducie pour le développement des collectivités, à la Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun de 2008 et au Fonds de recrutement de policiers.
- Les paiements de remplacement au titre des programmes permanents représentent des recouvrements de réductions de points d'impôt fédéraux aux termes d'accords d'impartition. Ces derniers permettent aux provinces d'exercer un contrôle administratif et financier sur certains programmes fédéraux-provinciaux. En échange, le gouvernement fédéral leur consent des points d'impôt, dont la valeur est déduite du total des droits et est, par conséquent, recouvrée à même les transferts en espèces. La hausse de 0,3 milliard de dollars de ce recouvrement reflète l'augmentation d'un exercice sur l'autre de la valeur de ces points d'impôt.



Les subventions et autres transferts ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, soit 11,7 %, en 2008-2009. Cette hausse est principalement attribuable à la progression des paiements relatifs à l'aide internationale, au soutien de la formation liée au marché du travail annoncé dans le budget de 2007, et à la croissance des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les ressources extracotières de l'Atlantique à la suite de l'augmentation du cours du pétrole.

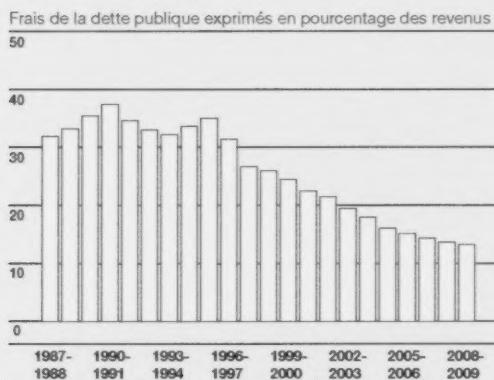
Les autres charges de programmes directes ont totalisé 69,6 milliards de dollars en 2008-2009, en hausse de 1,4 milliard, ou 2,0 %, par rapport à 2007-2008. À même cette composante :

- Les charges liées aux sociétés d'État ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, soit 9,9 %, par rapport à 2007-2008.
- Les charges de la Défense nationale ont progressé de 1,4 milliard de dollars, ou 8,3 %, surtout en raison du financement supplémentaire annuel visant à renforcer le secteur militaire canadien, y compris la stratégie de défense Le Canada d'abord, annoncée dans le budget de 2007.
- Les charges de tous les autres ministères et organismes ont reculé de 0,8 milliard de dollars, soit 1,8 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards de dollars, soit 7,0 %, pour se situer à 31,0 milliards en 2008-2009, car la hausse de l'encours de la dette portant intérêt a été largement compensée par une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cet encours.

Les frais de la dette publique en proportion des revenus budgétaires ont reculé, passant de 13,7 % en 2007-2008 à 13,3 % en 2008-2009. Ce ratio signifie qu'en 2008-2009, le gouvernement a consacré à peu près 13 cents de chaque dollar de revenu au paiement de l'intérêt sur la dette publique, en baisse par rapport au sommet de quelque 38 cents atteint en 1990-1991 et à son plus bas niveau depuis la fin des années 1970.

Ratio des intérêts



Source : Comptes publics du Canada



Tableau 4
Charges

	2007-2008	2008-2009	Variation nette	
		(millions de dollars)		(%)
Principaux transferts aux particuliers				
Prestations aux aînés	31 955	33 377	1 422	4,5
Prestations d'assurance-emploi	14 298	16 308	2 010	14,1
Prestations pour enfants	11 894	11 901	7	0,1
Total	58 147	61 586	3 439	5,9
Principaux transferts aux autres administrations				
Soutien des programmes de santé et autres	31 346	33 327	1 981	6,3
Accords fiscaux et autres transferts	16 748	15 177	-1 571	-9,4
Villes et collectivités canadiennes	778	985	207	26,6
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	-2 720	-2 974	-254	9,3
Total	46 152	46 515	363	0,8
Charges de programmes directes				
Subventions et autres transferts	27 032	30 192	3 160	11,7
Autres charges de programmes directes				
Charges des sociétés d'État	7 340	8 066	726	9,9
Défense nationale	17 331	18 770	1 439	8,3
Tous les autres ministères et organismes	43 496	42 728	-768	-1,8
Total des autres charges de programmes	68 167	69 564	1 397	2,0
Total des charges de programmes directes	95 199	99 756	4 557	4,8
Total des charges de programmes	199 498	207 857	8 359	4,2
Frais de la dette publique	33 325	30 990	-2 335	-7,0
Charges totales	232 823	238 847	6 024	2,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers

Le solde budgétaire constitue la mesure la plus complète des résultats financiers du gouvernement fédéral. Il est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice : les passifs du gouvernement sont constatés au moment où ils sont engagés, et les revenus fiscaux, au moment où ils sont acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou les rentrées de fonds correspondantes.

Pour leur part, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations en espèces relatives aux prêts, placements et avances, aux comptes de retraite des fonctionnaires fédéraux et aux autres comptes à fins déterminées, ainsi que les opérations de change et l'évolution des autres actifs financiers, des passifs et des actifs non financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires comportent également des ajustements tenant compte de l'incidence des postes hors trésorerie dans le solde budgétaire ainsi que de tout produit à recevoir et charge à payer au titre des rentrées ou sorties de fonds passées ou futures. Au nombre des exemples de postes hors trésorerie, mentionnons l'amortissement des immobilisations corporelles, les charges de retraite non financées pendant la période visée et la constatation des revenus reportés antérieurement.

Les opérations non budgétaires se sont traduites par des besoins nets de 84,3 milliards de dollars en 2008-2009, comparativement à des ressources nettes de 4,9 milliards en 2007-2008. Cet écart d'une année sur l'autre reflète les 55 milliards consacrés aux achats de blocs de prêts hypothécaires de prêteurs canadiens assurés par la SCHL en vertu du PAPHA. Ces investissements s'inscrivent dans un processus d'adjudication concurrentiel qui garantit que les hypothèques achetées donneront un taux de rendement supérieur au coût d'emprunt du gouvernement. Le financement requis a été fourni à la SCHL en vertu du cadre d'emprunt consolidé. Ce cadre, instauré en 2008, permet au gouvernement de combler tous les besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada grâce à des prêts directs, de manière à abaisser les coûts d'emprunt globaux et à accroître la liquidité du marché des titres du gouvernement. La progression des besoins financiers en 2008-2009 est également le fait de l'incidence d'une année complète d'activités de prêt en vertu du cadre.

Considérant un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars et des besoins nets de 84,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, l'exercice 2008-2009 s'est soldé par des besoins financiers de 90,1 milliards, en comparaison de ressources financières de 14,5 milliards en 2007-2008 (tableau 5).

Le gouvernement a comblé ces besoins financiers de 90,1 milliards de dollars et a majoré ses soldes de trésorerie de 33,3 milliards en augmentant de 123,3 milliards l'encours de la dette non échue. Cette augmentation a été réalisée principalement au moyen de l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables. Les soldes de trésorerie à la fin de mars 2009 s'établissaient à 47,0 milliards, soit 33,3 milliards de plus qu'à la fin de mars 2008. Cette augmentation des soldes de trésorerie reflète surtout la hausse des soldes déposés auprès de la Banque du Canada pour appuyer les opérations de cette dernière afin d'accroître les liquidités sur les marchés financiers et combler une partie des besoins financiers du gouvernement pour le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.



Tableau 5
Solde budgétaire, ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	2007-2008	2008-2009
	(milliards de dollars)	
Excédent ou déficit (-) de l'exercice	9,6	-5,8
Opérations non budgétaires		
Régimes de retraite et autres comptes		
Régimes de retraite du secteur public	2,6	2,5
Prestations futures aux employés et aux anciens combattants	2,8	2,4
Autres	0,7	0,0
Total	6,1	5,0
Actifs non financiers	-2,0	-2,9
Prêts, placements et avances	-5,7	-74,5
Autres opérations		
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	4,7	-2,5
Opérations de change	1,9	-9,4
Total	6,6	-11,9
Total des opérations non budgétaires	4,9	-84,3
Ressources ou besoins financiers	14,5	-90,1
Variation nette des activités de financement		
Obligations négociables (en dollars canadiens)	-3,9	41,6
Bons du Trésor	-17,1	75,3
Titres sur le marché de détail	-2,1	-0,5
Autres	-0,3	6,9
Total	-23,5	123,3
Variation de l'encaisse	-9,0	33,3
Encaisse à la fin de l'exercice	13,7	47,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



La dette fédérale

Le total des passifs comprend la dette portant intérêt ainsi que les créateurs et les charges à payer. La dette portant intérêt comprend la dette non échue et les passifs au titre des régimes de retraite et d'autres comptes. La dette portant intérêt s'élevait à 710,2 milliards de dollars au 31 mars 2009, en hausse de 128,3 milliards par rapport à l'exercice précédent (tableau 6). Parmi les composantes de la dette portant intérêt, la dette non échue a crû de 123,3 milliards, tandis que les obligations au titre des régimes de retraite et d'autres comptes ont augmenté de 5,0 milliards. L'augmentation de la dette non échue, constituée surtout d'obligations négociables et de bons du Trésor, reflète principalement les besoins de la SCHL pour financer l'achat de blocs de prêts hypothécaires assurés en vertu du PAPHA afin d'appuyer l'accès au crédit à long terme. Les emprunts contractés par le gouvernement pour financer les activités dans le cadre du PAPHA ne font pas augmenter la dette, car ils sont compensés par des actifs financiers portant intérêt. Les emprunts ont encore été majorés en 2008-2009 pour accroître les soldes de trésorerie en dépôt auprès de la Banque du Canada afin d'appuyer les activités de cette dernière destinées à accroître la liquidité des marchés financiers. L'augmentation de la dette non échue tient également compte de l'annonce faite dans le budget de 2007 selon laquelle le gouvernement comblerait l'ensemble des besoins d'emprunts de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada en leur consentant des prêts directs à compter de 2008, afin de réduire les coûts globaux d'emprunt et de rehausser la liquidité du marché des titres du gouvernement.

Au 31 mars 2009, les créateurs et charges à payer totalisaient 114,0 milliards de dollars, en hausse de 3,5 milliards par rapport à la fin de 2007-2008. La hausse est en grande partie imputable à l'augmentation de 1,8 milliard au titre des impôts à payer et d'une progression de 2,4 milliards des autres créateurs et charges à payer. La croissance de ces deux éléments découle principalement de l'augmentation des revenus reportés, sous l'effet de produits de 4,3 milliards de dollars reçus en 2008-2009 au titre de l'octroi de licences de services sans fil avancés et autres services du spectre. Ce montant sera constaté sur une base linéaire dans les revenus du gouvernement jusqu'à l'échéance des licences, dans 10 ans. Cette augmentation a été partiellement compensée par une diminution des créateurs, notamment à cause du paiement de transferts annoncés dans le budget de 2008, comptabilisés en 2007-2008 et effectués en 2008-2009, y compris 500 millions de dollars pour la Fiducie de 2008 pour l'infrastructure du transport en commun et 400 millions pour le Fonds de recrutement de policiers. En conséquence, le total des passifs au 31 mars 2009 s'élevait à 824,2 milliards, en hausse de 131,8 milliards par rapport à l'exercice précédent.



Les actifs financiers comprennent l'encaisse et les débiteurs, notamment les impôts à recevoir, les comptes de change, les prêts, les placements et les avances. Au 31 mars 2009, les actifs financiers totalisaient 298,9 milliards, en hausse de 122,9 milliards par rapport au 31 mars 2008. L'encaisse et les autres comptes débiteurs ont augmenté de 33,3 milliards, principalement sous l'effet de l'accroissement des soldes dont dispose la Banque du Canada à l'appui de ses activités destinées à fournir des liquidités aux marchés financiers et pour combler certains des besoins financiers du gouvernement aux fins du PAPHA. L'augmentation de 6,0 milliards de dollars au titre des impôts à recevoir est en grande partie attribuable à l'amélioration de la méthode de calcul de l'impôt sur le revenu des particuliers fondée sur la comptabilité d'exercice en 2008-2009, ce qui a permis de relever le montant de l'impôt fédéral accumulé et les montants estimatifs à recueillir au nom des provinces en vertu d'accords de perception fiscale. La hausse de 9,4 milliards, par rapport à l'exercice précédent, des comptes d'opérations de change est en grande partie attribuable à la valeur accrue des réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport à son vis-à-vis américain. Les prêts, placements et avances ont progressé de 74,2 milliards, surtout en raison de l'octroi de prêts à des sociétés d'État en vertu du Cadre des emprunts consolidés et de l'achat, par la SCHL, de 55 milliards de blocs de prêts hypothécaires assurés dans le cadre du PAPHA.

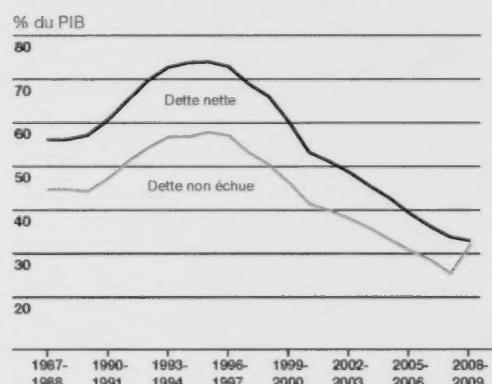
La dette nette se chiffrait donc à 525,2 milliards de dollars au 31 mars 2009, en hausse de 8,9 milliards en comparaison du 31 mars 2008. Le niveau de l'endettement net à la fin de 2008-2009 était donc inférieur de 83,8 milliards au sommet de 609 milliards affiché le 31 mars 1997. En pourcentage du PIB, la dette nette se chiffrait à 32,8 % en 2008-2009, en baisse de 0,9 point de pourcentage depuis un an, et de 41,0 points depuis 1995-1996, où elle avait culminé à 73,9 %.

Les actifs non financiers, qui sont constitués des immobilisations corporelles, des stocks et des charges payées d'avance, ont atteint 61,5 milliards le 31 mars 2009, en hausse de 2,9 milliards par rapport au 31 mars 2008.

Compte tenu d'un passif totalisant 824,2 milliards de dollars, d'actifs financiers de 298,9 milliards et d'actifs non financiers de 61,5 milliards, la dette fédérale (déficit accumulé) se chiffrait à 463,7 milliards le 31 mars 2009, en hausse de 6,1 milliards en comparaison du 31 mars 2008. La dette fédérale se situe maintenant à 99,2 milliards sous son sommet de 562,9 milliards affiché en 1996-1997.

Le ratio de la dette non échue au PIB a nettement augmenté en 2008-2009, sous l'effet d'une augmentation soudaine des besoins d'emprunt attribuable au financement du PAPHA et d'autres mesures. Le ratio se chiffrait à 32,1 % le 31 mars 2009, légèrement sous le ratio de l'endettement net au PIB. L'endettement net et la dette non échue, exprimés en pourcentage du PIB, demeurent tous deux largement inférieurs à leurs sommets respectifs atteints au milieu des années 1990.

Dette nette et dette non échue



Sources : *Comptes publics du Canada*; Statistique Canada



Tableau 6
Encours de la dette en fin d'exercice

	2007-2008	2008-2009
	(milliards de dollars)	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	110,5	114,0
Dette portant intérêt		
Dette non échue	390,7	514,0
Régimes de retraite et autres passifs	191,2	196,1
Total	581,9	710,2
Total des passifs	692,3	824,2
Actifs financiers		
Encaisse et autres débiteurs	17,0	50,2
Impôts à recevoir	65,9	71,9
Opérations de change	42,3	51,7
Prêts, placements et avances	50,9	125,1
Total des actifs financiers	176,0	298,9
Dette nette	516,3	525,2
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	51,2	53,3
Stocks	6,2	6,3
Charges payées d'avance	1,2	1,8
Total des actifs non financiers	58,6	61,5
Dette fédérale (déficit accumulé)	457,6	463,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Comparaison des résultats budgétaires réels et des résultats projetés

Dans la présente section, les résultats constatés pour les principales composantes du solde budgétaire de 2008-2009 sont comparés à la plus récente projection du gouvernement pour 2008-2009, établie dans le rapport aux Canadiens sur le Plan d'action économique du Canada (juin 2009). Dans ce rapport, le gouvernement avait prévu un déficit de 3,9 milliards de dollars pour 2008-2009. Selon les données finales, le déficit budgétaire vérifié de 2008-2009 s'établit à 5,8 milliards.

Les revenus ont totalisé 0,2 milliard de dollars de moins que les prévisions budgétaires inscrites dans le rapport de juin. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été moins élevés de 0,6 milliard, soit 0,6 %, par rapport à ce qu'on avait anticipé. Les rentrées au titre des autres taxes et droits ont été inférieures de 0,7 milliard, soit 1,7 %, aux prévisions. Ces manques à gagner ont été largement compensés par des rentrées plus élevées que prévu au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés, de l'impôt des non-résidents, des cotisations d'assurance-emploi et d'autres sources de revenu.

Les charges de programmes ont dépassé de 1,5 milliard de dollars les estimations affichées dans le rapport de juin 2009, surtout en raison de charges plus élevées que prévu pour les créances irrécouvrables rattachées aux impôts à recevoir. Le coût des prestations d'assurance-emploi a dépassé les prévisions de 0,1 milliard et les frais de la dette publique ont dépassé les estimations de 25 millions de dollars.



Tableau 7

Comparaison des résultats réels et des prévisions du rapport aux Canadiens de juin 2009 sur le Plan d'action économique du Canada

	Résultats réels	Rapport de juin 2009	Écart
(milliards de dollars)			
Revenus			
Impôt sur le revenu des particuliers	116,0	116,7	-0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	29,5	29,2	0,3
Impôt sur le revenu des non-résidents	6,3	6,0	0,3
Autres taxes et droits	39,8	40,5	-0,7
Cotisations d'assurance-emploi	16,9	16,6	0,3
Autres revenus	24,6	24,4	0,3
Total	233,1	233,3	-0,2
Charges de programmes			
Principaux transferts aux particuliers			
Prestations aux aînés	33,4	33,3	0,0
Prestations d'assurance-emploi	16,3	16,2	0,1
Prestations pour enfants	11,9	11,9	0,0
Total	61,6	61,5	0,1
Principaux transferts aux autres administrations			
Aide au titre de la santé et d'autres programmes	33,3	33,3	0,0
Arrangements fiscaux et autres transferts	15,1	15,1	0,0
Villes et collectivités canadiennes	1,0	1,0	0,0
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	-3,0	-3,0	0,0
Total	46,5	46,5	0,0
Charges de programmes directes	99,8	98,4	1,4
Total des charges de programmes	207,9	206,3	1,5
Frais de la dette publique			
Résultats/prévisions budgétaires	31,0	31,0	0,0
	-5,8	-3,9	-1,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Vérificatrice générale du Canada
Auditor General of Canada

RAPPORT DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Au ministre des Finances

Les états financiers condensés ci-joints des résultats et du déficit accumulé, de la situation financière, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie ont été établis à partir des états financiers complets du gouvernement du Canada au 31 mars 2009 et pour l'exercice clos à cette date sur lesquels j'ai formulé une opinion sans réserve dans mon rapport à la Chambre des communes daté du 24 août 2009.

Pour obtenir des informations additionnelles, les lecteurs sont invités à lire mon rapport, qui sera publié dans le volume I des *Comptes publics du Canada 2009*, lesquels doivent être déposés à la Chambre des communes plus tard cette année.

La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité du gouvernement. Ma responsabilité, en conformité avec la note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À mon avis, les états financiers condensés ci-joints donnent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Ces états financiers condensés ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Les lecteurs doivent garder à l'esprit qu'ils risquent de ne pas convenir à leurs fins. Pour obtenir de plus amples informations sur les résultats d'exploitation et le déficit accumulé, la situation financière, la variation de la dette nette et les flux de trésorerie du gouvernement, les lecteurs devront se reporter aux états financiers complets correspondants, qui seront aussi inclus dans le volume I des *Comptes publics du Canada 2009*.

La vérificatrice générale du Canada,

Sheila Fraser

Sheila Fraser, FCA

Ottawa, Canada
Le 24 août 2009



États financiers condensés du gouvernement du Canada

Le but fondamental de ces états financiers condensés est de fournir un aperçu des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable conformément aux pouvoirs conférés par le Parlement. C'est au gouvernement qu'il incombe d'assurer l'intégrité et l'objectivité de ces états.

Les présents états financiers sont extraits et condensés à partir des états financiers vérifiés inclus à la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada 2009*, qui devraient être déposés au Parlement plus tard cette année. Les états financiers condensés étant par nature des résumés, ils ne contiennent pas tous les renseignements nécessaires à la présentation de l'information financière par les gouvernements au Canada. Le lecteur désireux d'obtenir des renseignements plus détaillés est prié de consulter les états financiers vérifiés contenus dans les Comptes publics.

Tableau 8
Gouvernement du Canada
État condensé des résultats et du déficit accumulé
Exercice clos le 31 mars 2009

	2009		2008
	Budget ¹	Réel	Réel
(millions de dollars)			
Revenus			
Revenus d'impôt sur le revenu	161 315	151 798	159 384
Autres taxes et droits	41 800	39 806	44 207
Cotisations d'assurance-emploi	16 530	16 887	16 558
Autres revenus	22 265	24 601	22 271
Total des revenus	241 910	233 092	242 420
Charges			
Paiements de transfert			
Prestations de sécurité de la vieillesse et paiements connexes	33 265	33 377	31 955
Autres paliers de gouvernement	46 180	46 515	46 152
Prestations d'assurance-emploi	15 295	16 308	14 298
Prestations pour enfants	11 905	11 901	11 894
Autres paiements de transfert	29 617	30 192	27 032
Total des paiements de transfert	136 262	138 293	131 331
Autres charges de programmes	71 833	69 564	68 167
Total des charges de programmes	208 095	207 857	199 498
Frais de la dette publique	31 509	30 990	33 325
Total des charges	239 604	238 847	232 823
Déficit (-) ou excédent annuel	2 306	-5 755	9 597
Déficit accumulé au début de l'exercice	457 637²	457 637	467 268
Autres éléments du résultat étendu		-318	34
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	455 331	463 710	457 637

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états.

¹ Tirés du budget de 2008.

² Redressé au solde réel de fermeture de l'exercice précédent.



Tableau 9
Gouvernement du Canada
État condensé de la situation financière
au 31 mars 2009

	2009	2008
	(millions de dollars)	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	113 999	110 463
Dette portant intérêt		
Dette non échue	514 020	390 697
Régimes de retraite et autres passifs	196 143	191 167
<i>Total de la dette portant intérêt</i>	<u>710 163</u>	<u>581 864</u>
Total des passifs	824 162	692 327
Actifs financiers		
Trésorerie et créances	122 147	82 878
Comptes d'opérations de change	51 709	42 299
Prêts, placements et avances	125 093	50 869
Total des actifs financiers	298 949	176 046
Dette nette	525 213	516 281
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	53 326	51 175
Autres	8 177	7 469
Total des actifs non financiers	61 503	58 644
Déficit accumulé	463 710	457 637

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états.



Tableau 10
Gouvernement du Canada
État condensé de la variation de la dette nette
Exercice clos le 31 mars 2009

	2009	2008
	Budget ¹	Réel
Dette nette au début de l'exercice	516 281²	523 905
Variation de la dette nette au cours de l'exercice		(millions de dollars)
Déficit ou excédent (-) annuel	-2 306	5 755
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 760	6 249
Amortissement des immobilisations corporelles	-4 225	-4 176
Autres	-150	786
Augmentation ou diminution (-) nette de la dette nette due au fonctionnement	-921	8 614
Autres éléments du résultat étendu		-7 590
Augmentation ou diminution (-) nette de la dette nette	-921	8 932
Dette nette à la fin de l'exercice	515 360	525 213

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états.

¹ Tirés du budget de 2008.

² Redressé au solde réel de fermeture de l'exercice précédent.

Tableau 11
Gouvernement du Canada
État condensé des flux de trésorerie
Exercice clos le 31 mars 2009

	2009	2008
		(millions de dollars)
Encaisse utilisée (-) ou générée par les activités de fonctionnement		
Déficit (-) ou excédent annuel	-5 755	9 597
Éléments sans effet sur l'encaisse	-356	12 434
	-6 111	22 031
Encaisse utilisée par les activités d'investissement en immobilisations	-5 641	-5 517
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	-71 743	-1 869
Total de l'encaisse utilisée (-) ou générée avant les activités de financement	-83 495	14 645
Encaisse générée ou utilisée (-) par les activités de financement	116 751	-23 612
Augmentation ou diminution (-) nette de l'encaisse	33 256	-8 967
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	13 729	22 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	46 985	13 729
Renseignement supplémentaire		
Encaisse utilisée pour les intérêts	17 666	19 357

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états.



Notes afférentes aux états financiers condensés du gouvernement du Canada

1. Sommaire des principales conventions comptables

Le périmètre comptable du gouvernement du Canada comprend tous les ministères, organismes, sociétés, organisations et fonds qui sont sous le contrôle du gouvernement. Les activités financières de toutes ces entités sont consolidées dans les présents états financiers, sauf pour ce qui est des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques, lesquelles ne dépendent pas de crédits parlementaires pour financer leurs activités. Ces sociétés sont présentées selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Le Régime de pensions du Canada est exclu du périmètre comptable parce que les changements au Régime nécessitent l'accord des deux tiers des provinces participantes; il n'est donc pas contrôlé par le gouvernement.

Le gouvernement comptabilise ses opérations selon la comptabilité d'exercice, conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées à la note 1 afférente à ses états financiers vérifiés, lesquelles s'appuient sur les principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public. L'utilisation de ces conventions comptables énoncées ne donne lieu à aucune différence importante par rapport aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Les actifs financiers présentés à l'état condensé de la situation financière peuvent générer des ressources permettant d'acquitter des obligations ou de financer des activités futures, et ils sont inscrits au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation nette. Les actifs non financiers ne peuvent normalement être convertis en espèces pour financer les activités futures, sans perturber les activités gouvernementales; ils sont inscrits au coût moins l'amortissement cumulé. Les passifs sont inscrits au montant estimatif payable ultimement. Dans les régimes de retraite et autres passifs, les obligations découlant des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et anciens combattants sont établies selon une méthode actuarielle. Des provisions pour moins-value sont établies pour les prêts, placements et avances ainsi que pour les garanties d'emprunt et les autres obligations.

Certains montants des présents états sont fondés sur des estimations et des hypothèses établies par le gouvernement. Celles-ci sont fondées sur des faits et circonstances disponibles au moment où les estimations et les hypothèses sont déterminées, l'historique des pertes et la conjoncture économique générale. Compte tenu de leur nature, ces estimations sont sujettes à l'incertitude relative à la mesure. Des modifications à ces estimations et hypothèses au cours d'exercices futurs pourraient avoir des incidences importantes sur les états financiers. Certaines des estimations les plus importantes utilisées dans les présents états financiers touchent la comptabilisation selon la comptabilité d'exercice des revenus fiscaux et des obligations découlant des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et anciens combattants.

2. Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles qui auront un effet important sur le niveau des dépenses futures comprennent les accords de paiements de transfert, les acquisitions de biens et matériel et de produits et services, les contrats de location-exploitation et le financement d'organisations internationales. Au 31 mars 2009, les obligations contractuelles s'élèvent à 84 733 millions de dollars (67 282 millions de dollars en 2008), dont 18 009 millions de dollars se rapportent à l'exercice financier 2009-2010.



3. Passif éventuel

Le passif éventuel découle du cours normal des activités et sa résolution ultime est inconnue. Les passifs éventuels du gouvernement comprennent les garanties accordées par le gouvernement, le capital sujet à appel des organisations internationales, les sites contaminés, les réclamations et les causes en instance et imminentes et les programmes d'assurance.

- i. Les garanties accordées par le gouvernement comprennent les garanties sur les emprunts effectués, et certains prêts consentis, par les sociétés d'État et autres entreprises publiques; les garanties sur des prêts à certains individus et certaines entreprises, obtenus du secteur privé; et les garanties des programmes d'assurance du gouvernement. Au 31 mars 2009, ces garanties s'élèvent à 210 797 millions de dollars (181 253 millions de dollars en 2008), pour lesquelles une provision de 514 millions de dollars (602 millions de dollars en 2008) a été inscrite.
- ii. Le gouvernement détient du capital sujet à appel dans certaines organisations internationales qui pourrait nécessiter des paiements à ces organismes. Au 31 mars 2009, le capital sujet à appel s'élevait à 15 901 millions de dollars (13 236 millions de dollars en 2008).
- iii. Un passif est inscrit pour constater les coûts estimatifs liés à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés et des sites touchés par des munitions explosives non explosées lorsque le gouvernement a l'obligation ou qu'il est probable qu'il aura l'obligation d'engager ces coûts. Au 31 mars 2009, le gouvernement a inscrit un passif environnemental de 3 230 millions de dollars (3 661 millions de dollars en 2008). Le gouvernement a estimé des coûts supplémentaires de décontamination de 1 890 millions de dollars (2 203 millions de dollars en 2008) pour lesquels il pourrait potentiellement être responsable. Ces coûts ne sont pas inscrits puisque l'obligation du gouvernement d'engager ces coûts ne peut être déterminée.
- iv. Il existe des milliers de cas de réclamations et causes en instance et imminentes contre le gouvernement. Bien que le montant total de ces recours soit important, leur dénouement ne peut être évalué. Le gouvernement a inscrit une provision pour les réclamations et les causes pour lesquelles un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. Les réclamations et causes pour lesquelles le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable sont estimées à environ 5 700 millions de dollars (5 400 millions de dollars en 2008). Certaines autres réclamations importantes se rapportent aux revendications territoriales globales, à des cotisations fiscales faisant l'objet d'une opposition ou d'un appel ou encore à des poursuites visant des régimes de retraite du secteur public.
- v. Au 31 mars 2009, les couvertures en vigueur relatives à des programmes d'assurance autonomes administrés par trois sociétés d'État entreprises mandataires s'élèvent à 1 245 234 millions de dollars (1 032 969 millions de dollars en 2008 – redressé). Le gouvernement prévoit que les trois sociétés pourront combler le coût des réclamations courantes et éventuelles.



4. Événements postérieurs à la date des états financiers

Aide financière au secteur de l'automobile

Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont annoncé conjointement une aide financière au secteur de l'automobile. Le gouvernement du Canada a conclu divers accords de prêt en vertu desquels il a consenti des prêts à Chrysler et à General Motors et il a acquis des titres de participation dans Chrysler ainsi que des actions ordinaires et privilégiées de General Motors à la suite de sa restructuration.

Entre le 30 mars 2009 et le 15 juillet 2009, un total de 2 884 millions de dollars a été versé à Chrysler et un total de 9 499 millions de dollars américains a été versé à General Motors, un tiers de cette aide étant fourni par l'Ontario et le reste, par le Canada. Des prêts d'une valeur additionnelle de 721 millions de dollars ont été offerts à Chrysler mais n'ont pas encore été versés. De l'ensemble des montants versés, 250 millions de dollars fournis à Chrysler ont été comptabilisés au 31 mars 2009. L'incidence des versements restants sera constatée dans les états financiers de 2009-2010.

Facilité canadienne de crédit garanti (FCCG)

La FCCG a été annoncée dans le budget de 2009 afin de permettre l'achat de titres à terme adossés à des créances et garantis par des prêts ou des baux relatifs à des véhicules ou du matériel, jusqu'à concurrence de 12 000 millions de dollars. La Facilité, qui est gérée par la Banque de développement du Canada, a été conçue pour tenir compte de conditions commerciales raisonnables et pour encourager le retour d'un marché secondaire pour ce type de titres adossés à des créances. Jusqu'à maintenant, aucune somme n'a été retirée de cette facilité. L'incidence des retraits de la FCCG sera constatée dans les états financiers des exercices au cours desquels les retraits seront effectués.

Engagement auprès du Fonds monétaire international (FMI)

Le 8 juillet 2009, le gouvernement du Canada et le FMI ont signé une entente bilatérale d'emprunt de 10 000 millions de dollars américains qui procurera au Fonds des ressources temporaires additionnelles pour verser aux pays membres qui en auraient besoin une aide au chapitre de la balance des paiements durant la crise économique. L'incidence de cet engagement, une fois qu'il sera finalisé, sera constatée dans les états financiers de 2009-2010.



Autres sources de renseignements

Comptes publics du Canada

Les *Comptes publics du Canada*, conformément au paragraphe 64(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor. Ils se présentent en trois volumes :

- le volume I renferme les états financiers vérifiés du gouvernement du Canada ainsi que des tableaux et des renseignements à l'appui;
- le volume II fournit des détails sur les opérations financières par ministère;
- le volume III renferme des renseignements et des analyses supplémentaires.

Budget

Le budget, qui est habituellement déposé en février, présente le plan global du gouvernement en matière de revenus et de dépenses, dont le résultat détermine le solde budgétaire. Le budget présente également les propositions de modifications fiscales.

La revue financière

Ce bulletin mensuel produit par le ministère des Finances expose les faits saillants des résultats financiers du gouvernement fédéral ainsi que les raisons des principales variations.

Stratégie de gestion de la dette

Ce rapport est déposé chaque année au Parlement. Il fournit des renseignements sur la stratégie de gestion de la dette du gouvernement fédéral pour l'exercice à venir.

Rapport sur la gestion de la dette

Ce document annuel rend compte des principaux éléments de la stratégie qu'applique le gouvernement fédéral en matière de dette publique et décrit les divers aspects stratégiques et opérationnels du programme de gestion de la dette ainsi que des activités de gestion de la trésorerie au cours du dernier exercice.

Budget des dépenses

Chaque année, le gouvernement établit le Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le Budget des dépenses est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor. Il comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les rapports entre les principaux éléments du Budget principal des dépenses et le Plan de dépenses qui figure dans le budget.

Partie II – Le Budget principal des dépenses étaye directement la *Loi de crédits*.

Partie III – Le Plan de dépenses de chaque ministère est divisé en deux documents : le Rapport sur les plans et les priorités et le Rapport ministériel sur le rendement.